

Art. 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
A. BAUDSON

VERTALING

N. 95 - 2297

[C - 27457]

**18 MEI 1995. - Besluit van de Waalse Regering
tot aanduiding van het bestuur Ruimtelijke Ordening als ontwerper
voor de opmaak van het ontwerp van een plan van ruimtelijke ordening voor het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 7;
Gelet op het advies van de bestendige deputaties van de provincies :

Waals Brabant, op 6 april 1995;

Luik, op 30 maart 1995;

Luxemburg, op 23 maart 1995;

Namen, op 23 maart 1995;

Overwegende dat de bestendige deputatie van de provincie Henegouwen op 16 maart 1995 werd geraadpleegd en dat ze tot nu toe geen advies heeft uitgebracht;

Overwegende dat het plan de omschrijving van de voornaamste opties en de strategische keuzen inzake Ruimtelijke Ordening moet nastreven met het oog op een coherente, evenwichtige en duurzame ontwikkeling van het gehele Waalse grondgebied;

Overwegende dat deze materie reeds jarenlang het voorwerp is van gedachtenuitwisselingen en talrijke onderzoeken;

Overwegende dat het geboden is al die gegevens nu op een rijtje te zetten en er een samenhangend geheel van te maken;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening,

Besluit :

Artikel 1. Het Waalse Gewest dat via zijn bestuur Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, Afdeling Ruimtelijke Ordening en Stedebouw handelt, wordt aangewezen als ontwerper voor de opmaak van het ontwerp van een plan voor ruimtelijke ordening.

Art. 2. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

F. 95 - 2298

[C - 27452]

27 AVRIL 1995. - Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 portant création d'agences immobilières sociales

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 portant création d'agences immobilières sociales, notamment les articles 3, 4 et 9, § 2;

Vu l'avis du Comité d'accompagnement, donné le 24 mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Considérant que huit agences immobilières sociales ont reçu l'agrément requis et qu'elles ont bénéficié d'arrêtés de subventionnement annuels;

Considérant qu'il s'impose de déterminer des modalités de subventionnement à plus long terme et dorénavant communes à toutes les AIS afin de leur permettre de planifier leurs missions;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans le présent arrêté, il faut entendre par "arrêté du Gouvernement", l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 portant création d'agences immobilières sociales.

§ 2. La subvention annuelle visée à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement est destinée à intervenir dans les frais de gestion et de personnel, dans le coût de travaux de rénovation dans les logements, dans les pertes locatives et dans les dégâts locatifs selon l'ordre de priorité visé à l'article 2, § 5.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté ne sont pris en considération que les logements qui satisfont aux dispositions des articles 2, 6 et 7 de l'arrêté du Gouvernement, mis en location conformément aux dispositions de l'article 9 du même arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. La subvention annuelle accordée à chaque agence est fixée à 3 300 000 francs pour les deux premières années de fonctionnement, en ce comprise l'année de la notification de son agrément.

§ 2. A partir de la troisième année, la subvention est calculée au moyen de la formule suivante :

$$S_n = 1.150.000 + 21.500 L_n + 86.000 (L_n - L_{n-1}) \text{ où :}$$

* S_n est la subvention pour l'année considérée;

* L est le nombre de logements au 1^{er} janvier de l'année considérée;

* L_{n-1} est le nombre de logements au 1^{er} janvier de l'année précédant l'année considérée.

Le troisième terme de la formule doit être considéré comme égal à zéro si sa valeur calculée est négative ($L_n < L_{n-1}$).

§ 3. Si la valeur S_n , calculée par application du § 2, est supérieure à 3 300 000 francs, la subvention est plafonnée à ce dernier montant.

§ 4. Par dérogation aux dispositions du § 3, le plafond de la subvention peut être augmenté d'e 1 150 000 francs, par tranche de 50 logements supplémentaires, au-delà du chiffre de 100 logements.

Chaque augmentation doit faire l'objet d'un accord du Ministre, après avis du Comité d'accompagnement.

§ 5. Sous réserve des dispositions du § 4, la subvention accordée est prioritairement affectée au coût salarial de 2 agents, à savoir un médiateur social et un gestionnaire des logements.

Le solde disponible peut couvrir les frais de gestion, les pertes locatives et dégâts locatifs, également les travaux à réaliser dans les logements à gérer.

Art. 3. Le bénéfice de la subvention n'est pas octroyé pour la quatrième année de fonctionnement si l'agence ne dispose pas, à la fin de sa troisième année, d'un nombre de logements au moins égal à vingt.

Il en est de même si, pour la cinquième année de fonctionnement ou pour une année postérieure, l'agence ne dispose plus d'au moins trente logements au 1^{er} janvier de l'année considérée.

Art. 4. § 1^{er}. La demande d'octroi d'une subvention, accompagnée d'une déclaration de créance, doit être adressée annuellement auprès de l'Administration.

Cette demande doit être transmise :

a) pour la première année, dès réception de la notification de l'agrément;

b) pour les autres années, après le 1^{er} janvier et après fourniture des rapports annuel et semestriels prévus à l'article 4, 7^o, de l'arrêté du Gouvernement.

Le Ministre notifie le montant de la subvention accordée dans les 3 mois qui suivent la réception de la demande complète.

La subvention est liquidée en une fois.

§ 2. Les rapports annuel et semestriels, visés au § 1^{er}, sont rédigés selon le modèle joint en annexe du présent arrêté.

§ 3. Le solde non justifié des subventions antérieures n'est pas pris en compte dans le calcul de la subvention prévu à l'article 2.

Ce solde doit cependant apparaître complètement aux rapports financiers semestriels.

Art. 5. Les dispositions du présent arrêté remplacent celles qui sont relatives aux conditions de liquidation et de production des comptes prévues aux arrêtés suivants :

1^o les arrêtés ministériels du 15 décembre 1993 accordant une subvention, pour l'année 1993, respectivement aux agences immobilières sociales de Charleroi, Liège, Namur et Mouscron;

2^o les arrêtés ministériels du 16 août 1994 accordant une subvention, pour l'année 1994, respectivement aux agences immobilières sociales de La Louvière, Mons, Seraing et Tournai;

3^o les arrêtés ministériels du 30 novembre 1994 accordant une subvention, pour l'année 1994, respectivement aux agences immobilières sociales de Charleroi, Liège, Namur et Mouscron;

Art. 6. Pour l'application de l'article 9, § 2, de l'arrêté du Gouvernement, les ressources mensuelles du ménage ne peuvent dépasser un montant égal à 180 pourcents de l'allocation maximale de chômage, ce montant étant majoré de 5 000 francs, par enfant à charge.

Art. 7. Le bénéfice de la subvention est subordonné à la présence, sur tous les documents de l'association, de la mention suivante, placée après sa raison sociale :

"Agence immobilière sociale agréée par le Ministre du Logement de la Région Wallonne."

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge* et produit ses effets le 1^{er} décembre 1993.

Namur, le 27 avril 1995.

W. TAMINIAUX

(F. - 27452)

Annexe à l'arrêté ministériel portant exécution de
l'arrêté du gouvernement wallon du 29 juillet 1993
portant création d'agences immobilières sociales.

AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
ET RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE

A envoyer à :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE
Direction générale de l'Aménagement
du Territoire et du Logement
Division du Logement

Rue des Brigades d'Irlande, 1
5100 JAMBES

DENOMINATION DE L'A.I.S.

ADRESSE :

.....

NOM DE LA PERSONNE A CONTACTER :

.....

NUMERO DE TELEPHONE :

.....

B. Mesures d'accompagnement social

(Modalités pratiques, fréquences, aides extérieures à l'A.I.S., ...)

C. Volume d'activité et prospection

1) Description et présentation.

2) Nombre de logements gérés au 1^{er} janvier de l'année considérée.

3) Nombre de logements gérés au 1^{er} janvier de l'année précédant l'année considérée.

III. ASPECTS FINANCIERS

A) Renseignements relatifs à la période écoulée.

1) Solde cumulé des subventions des années antérieures			..... F.
2) Montant de la subvention A.I.S.			..... F.
3) Montant des dépenses en frais de personnel		..... F.	
4) Montant des dépenses en frais de gestion		..... F.	
5) Montant des pertes locatives		..... F.	
6) Montant des dégâts locatifs		..... F.	
7) Montant des travaux réalisés		..... F.	
8) Montant global des dépenses engagées sur le subside octroyé	Total :		..... F.
9) Solde	Solde :		..... F.
10) Solde global	Solde global :		..... F.

B) Joindre au présent rapport les preuves de paiement des rémunérations, le bilan et le compte de résultat de l'année qui précède l'année considérée (uniquement lorsqu'il s'agit du 1er rapport rentré au cours de l'année considérée).

C) Analyse financière globale relative à la période écoulée.

Récapitulatif exploitation	
Recettes	Dépenses
1) Subventions F.	1) Salaires et charges sociales F.
2) Revenus locatifs F.	2) Travaux F.
3) Autres recettes F.	3) Autres frais F.
<hr/>	<hr/>
TOTAL F.	TOTAL F.

D) A quelle date l'A.I.S. a-t-elle présenté ses derniers rapports d'activité et financier au conseil communal ?

Pour l'A.I.S. de
(identification du ou des signataires)

DATE

SIGNATURE

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 30 mars 1995 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 portant création d'agences immobilières sociales.

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 95 - 2298

[C - 27452]

27. APRIL 1995. - Ministerialerlaß zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993 zur Errichtung von Agenturen für soziale Wohnungen

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993 zur Errichtung von Agenturen für soziale Wohnungen, insbesondere der Artikel 3, 4 und 9, § 2;

Aufgrund des am 24. März 1995 abgegebenen Gutachtens des Begleitausschusses;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, daß acht Agenturen für soziale Wohnungen die erforderliche Zulassung erhalten haben und Gegenstand von jährlichen Bezuschussungserlassen gewesen sind;

In Anbetracht der Notwendigkeit, Modalitäten einer langfristigeren Bezuschussung, die von nun an für alle AfsW gleich sein müssen, zu bestimmen, damit diese AfsW ihre Aufgaben planen können;

Aufgrund der Dringlichkeit,

Beschließt der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens:

Artikel 1. § 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Erlaß der Regierung" den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993 zur Errichtung von Agenturen für soziale Wohnungen.

§ 2. Der in Artikel 5 des Erlasses der Regierung erwähnte jährliche Zuschuß ist dazu bestimmt, gemäß der in Artikel 2 § 5 erwähnten Vorrangreihenfolge zur Deckung der Verwaltungs- und Personalkosten, der Kosten für Sanierungsarbeiten in den Wohnungen, der Mietverluste und -schäden beizutragen.

§ 3. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses werden nur die Wohnungen berücksichtigt, die den Bestimmungen der Artikel 2, 6 und 7 des Erlasses der Regierung genügen, und die gemäß den Bestimmungen von Artikel 9 desselben Erlasses zu Miete freigegeben werden.

Art. 2. § 1. Der jeder Agentur gewährte jährliche Zuschuß ist auf 3 300 000 BEF für die ersten zwei Betriebsjahre, einschließlich des Jahres der Zulassungsnotifizierung, festgesetzt.

§ 2. Ab dem dritten Jahr wird der Zuschuß anhand der nachstehenden Formel berechnet:

$$S_n = 1.150.000 + 21.500 L_n + 86.000 (L_n - L_{n-1}), \text{ wobei:}$$

* S_n der Zuschuß für das berücksichtigte Jahr ist;

* L_n die Anzahl Wohnungen am 1. Januar des berücksichtigten Jahres ist;

* L_{n-1} die Anzahl Wohnungen am 1. Januar des Jahres vor dem berücksichtigten Jahr ist.

Das dritte Glied der Formel gilt als null, wenn der berechnete Wert negativ ist ($L_n < L_{n-1}$).

§ 3. Wenn der S_n Wert, der in Anwendung von § 2 berechnet wird, 3 300 000 BEF überschreitet, so wird der Höchstbetrag des Zuschusses auf diese letzte Summe festgesetzt.

§ 4. In Abweichung von den Bestimmungen von § 3 darf der Höchstbetrag des Zuschusses über die Anzahl von 100 Wohnungen hinaus um 1 150 000 BEF pro Gruppe von 50 zusätzlichen Wohnungen erhöht werden.

Jede Erhöhung muß nach Gutachten des Begleitausschusses vom Minister genehmigt werden.

§ 5. Unter Vorbehalt der Bestimmungen von § 4 wird der gewährte Zuschuß vorrangig für die Lohnkosten von zwei Bediensteten, und zwar von einem Sozialvermittler und einem Verwalter der Wohnungen bestimmt.

Der verfügbare Restbetrag kann die Verwaltungskosten, die Mietverluste und -schäden sowie die Arbeiten decken, die in den zu verwaltenden Wohnungen durchzuführen sind.

Art. 3. Der Zuschuß wird für das vierte Betriebsjahr nicht gewährt, wenn die Agentur am Ende ihres dritten Jahres nicht über mindestens zwanzig Wohnungen verfügt.

Wenn die Agentur für das fünfte bzw. ein späteres Betriebsjahr am 1. Januar des berücksichtigten Jahres nicht mehr über mindestens dreißig Wohnungen verfügt, wird der Zuschuß ebenfalls nicht gewährt.

Art. 4. § 1. Der Antrag auf Gewährung eines Zuschusses muß jährlich bei der Verwaltung zusammen mit einer Forderungsanmeldung eingereicht werden.

Dieser Antrag muß:

a) für das erste Jahr sofort nach Empfang der Zulassungsnotifizierung;

b) für die späteren Jahre nach dem 1. Januar und nach Abgabe der in Artikel 4. 7^o des Erlasses der Regierung vorgesehenen jährlichen und halbjährlichen Berichte übermittelt werden.

Der Minister teilt den Betrag des gewährten Zuschusses innerhalb von drei Monaten nach Empfang des vollständigen Antrags mit.

Der Zuschuß wird in einem Male ausgezahlt.

§ 2. Die in § 1 erwähnten jährlichen und halbjährlichen Berichte werden nach dem als Anlage zum vorliegenden Erlaß beigefügten Muster aufgestellt.

§ 3. Der nicht begründete Restbetrag der früheren Zuschüsse wird bei der in Artikel 2 vorgesehenen Berechnung des Zuschusses nicht berücksichtigt.

Dieser Restbetrag muß jedoch in den halbjährlichen finanziellen Berichten ganz angegeben werden.

Art. 5. Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses ersetzen die Bestimmungen betreffend die Bedingungen der Auszahlung und der Rechnungslegung, die in den folgenden Erlassen vorgesehen waren:

1° die Ministerialerlasse vom 15. Dezember 1993 zur Gewährung eines Zuschusses für das Jahr 1993 jeweils an die Agenturen für soziale Wohnungen Charleroi, Lüttich, Namur und Mouscron;

2° die Ministerialerlasse vom 16. August 1994 zur Gewährung eines Zuschusses für das Jahr 1994 jeweils an die Agenturen für soziale Wohnungen La Louvière, Mons, Seraing und Tournai;

3° die Ministerialerlasse vom 30. November 1994 zur Gewährung eines Zuschusses für das Jahr 1994 jeweils an die Agenturen für soziale Wohnungen Charleroi, Lüttich, Namur und Mouscron;

Art. 6. Für die Anwendung von Artikel 9 § 2 des Erlasses der Regierung dürfen die monatlichen Einkünfte des Haushalts einen Betrag, der 180 % der höchsten Arbeitslosenzulage entspricht, nicht überschreiten; dieser Betrag wird um 5 000 BEF pro unterhaltsberechtigtes Kind erhöht.

Art. 7. Die Gewährung des Zuschusses unterliegt der Anbringung des folgenden Vermerks auf alle Unterlagen der Vereinigung nach deren Firmennamen:

"Vom Minister des Wohnungswesens der Wallonischen Region zugelassene Agentur für soziale Wohnungen."

Art. 8. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Wirkung ab dem 1. Dezember 1993.

Namur, den 27. April 1995.

W. TAMINIAUX

(F. - 27452)

Anlage zum Ministerialerlaß der Wallonischen Regierung
zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung
vom 29. Juli 1993 zur Errichtung von Agenturen für
soziale Wohnungen.

AGENTUR FÜR SOZIALE
WOHNUNGEN

HALBJÄHRLICHER FINANZIELLER BERICHT
UND JÄHRLICHER TÄTIGKEITSBERICHT

An folgende Anschrift zu schicken :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE
Direction générale de l'Aménagement
du Territoire et du Logement
Division du Logement

Rue des Brigades d'Irlande, 1
5100 JAMBES

BEZEICHNUNG DER AfsW

ANSCHRIFT :

.....
.....

ANSPRECHPARTNER :

.....
.....

TELEFONNUMMER :

.....
.....

B. Maßnahmen zur sozialen Begleitung
(praktische Modalitäten, Häufigkeit, außerhalb der AfsW geleistete Hilfen, ...)

C. Tätigkeitsvolumen und Erkundung

1) Beschreibung und Darstellung.

2) Anzahl der am 1. Januar des berücksichtigten Jahres verwalteten Wohnungen.

3) Anzahl der am 1. Januar des Jahres vor dem berücksichtigten Jahr verwalteten Wohnungen.

III. FINANZIELLE ASPEKTE

A) Auskünfte bezüglich des abgelaufenen Zeitraums.

1) Gesamter Restbetrag der Zuschüsse der vorangegangenen Jahre			..... ..... ..... F.
2) Betrag des AfW-Zuschusses			..... ..... F.
3) Betrag der Ausgaben in Personalkosten		..... ..... F.	
4) Betrag der Ausgaben in Verwaltungskosten		..... ..... F.	
5) Betrag der Mietverluste		..... ..... F.	
6) Betrag der Mietschäden		..... ..... F.	
7) Betrag der durchgeführten Arbeiten		..... ..... F.	
8) Gesamtbetrag der zu Lasten des gewährten Zuschusses eingegangenen Verpflichtungen		Gesamtbetrag : F.	
9) Restbetrag		Restbetrag : F.	
10) Gesamter Restbetrag		Gesamter Restbetrag : F.	

B) Dem vorliegenden Bericht die Zahlungsbelege der Vergütungen, die Bilanz und die Ergebnissrechnung des Jahres vor dem berücksichtigten Jahr (nur bei dem ersten Bericht, der im berücksichtigten Jahr aufgestellt wird) beifügen.

C) *Gesamte finanzielle Analyse bezüglich des abgelaufenen Zeitraums.*

Zusammenfassung des Betriebs	
Einnahmen	Ausgaben
1) Zuschüsse F.	1) Gehälter und Soziallasten F.
2) Mieteinnahmen F.	2) Arbeiten F.
3) Andere Einnahmen F.	3) Andere Kosten F.
GESAMTBETRAG F.	TOTAL F.

D) *Wann hat die AfsW dem Gemeinderat ihre letzten Tätigkeits- und finanziellen Berichte vorgelegt ?*

i.A. der AfsW von

.....
(Name des bzw. der Unterzeichner)

DATUM

UNTERSCHRIFT

Geschen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. März 1995 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993 zur Errichtung von Agenturen für soziale Wohnungen beigefügt zu werden.

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

—
VERTALING

N. 95 — 2298

[C - 27452]

27 APRIL 1995.—Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot oprichting van agentschappen voor sociale huisvesting (A.S.H.)

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot oprichting van agentschappen voor sociale huisvesting, inzonderheid op de artikelen 3, 4 en 9, § 2;

Gelet op het advies van het begeleidingscomité, gegeven op 24 maart 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Overwegende dat acht agentschappen voor sociale huisvesting de vereiste erkenning hebben verkregen en uit te maken het voorwerp van jaarlijkse subsidiebesluiten hebben uitgesteld;

Overwegende dat de subsidiëeringsmodaliteiten, die voortaan dezelfde zullen zijn voor alle A.S.H., op lange termijn moeten worden bepaald om de agentschappen in staat te stellen hun opdrachten te plannen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Bestluit :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "besluit van de Regering" : het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1993 tot oprichting van agentschappen voor sociale huisvesting.

§ 2. De in artikel 3 van het besluit van de Regering bedoelde jaarlijkse subsidie geldt, in de in artikel 2, § 5, bedoelde volgorde, als tegemoetkoming in de beheers- en personeelskosten, in de kosten van de in de woningen uitgevoerde renovatiewerken, in de huurverliezen alsmede in de huurschade.

§ 3. Alleen de woningen die aan de bepalingen van de artikelen 2, 6 en 7, van het besluit van de Regering voldoen en gehoord worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 9 van hetzelfde besluit, komen in aanmerking voor de toepassing van dit besluit.

Art. 2. § 1. De aan ieder agentschap jaarlijks toegekende subsidie bedraagt 3 300 000 frank voor de eerste twee werkingsjaren, met inbegrip van het jaar waarin de erkenning ervan wordt betekend.

§ 2. Vanaf het derde jaar wordt de subsidie aan de hand van volgende formule berekend :

$$S_n = 1.150.000 + 21.500 L_n + 86.000 (L_n - L_{n-1}) \text{ waarin :}$$

* S_n = de subsidie voor het betrokken jaar;

* L_n = het aantal woningen op 1 januari van het betrokken jaar;

* L_{n-1} = het aantal woningen op 1 januari van het jaar voorafgaande aan het betrokken jaar.

De derde term van de formule moet beschouwd worden als zijnde gelijk aan nul indien de berekende waarde ervan negatief is

$$(L_n - L_{n-1}).$$

§ 3. Indien de krachtens § 2 berekende waarde S_n hoger is dan 3 300 000 frank, wordt de subsidie tot dit bedrag beperkt.

§ 4. In afwijking van de bepalingen van § 3 kan de subsidie met 1 150 000 frank verhoogd worden per reeks van 50 bijkomende woningen bovenop het aantal van 100 woningen.

Iedere verhoging moet na advies van het begeleidingscomité door de Minister worden goedgekeurd.

§ 5. Onder voorbehoud van de bepalingen van § 4 wordt de toegekende subsidie bij voorkeur bestemd voor de loonkosten van twee ambtenaren, met name een sociale bemiddelaar en een beheerder van de woningen.

Het beschikbare saldo kan de beheerskosten, de huurverliezen en -schade dekken alsmede de werken die in de te beheren woningen uitgevoerd moeten worden.

Art. 3. De subsidie wordt niet toegekend voor het vierde werkingsjaar indien het agentschap aan het einde van zijn derde jaar over minder dan twintig woningen beschikt.

Hetzelfde geldt voor het agentschap dat voor het vijfde of een daarop volgend werkingsjaar over minder dan dertig woningen beschikt op 1 januari van het betrokken jaar.

Art. 4. § 1. De subsidieaanvraag moet jaarlijks bij het Bestuur worden ingediend, samen met een aangifte van schuldvordering.

Deze aanvraag moet doorgezonden worden :

a) voor het eerste jaar, na ontvangst van de betekening van de erkenning;

b) voor de andere jaren, na 1 januari en na verstrekking van het jaarverslag en de halfjaarlijkse verslagen waarvan sprake in artikel 4, 7°, van het besluit van de Regering.

De Minister deelt het subsidiebedrag mede dat toegekend wordt binnen drie maanden na ontvangst van de volledige aanvraag.

De subsidie wordt in één keer uitbetaald.

§ 2. Het jaarverslag en de halfjaarlijkse verslagen, bedoeld in § 1, worden volgens het als bijlage bij dit besluit gevoegde model opgemaakt.

§ 3. Het niet gerechtvaardigde saldo van de vorige subsidies komt niet in aanmerking voor de in artikel 2 bedoelde subsidieberekening.

Dit saldo moet echter volledig vermeld worden in de halfjaarlijkse verslagen.

Art. 5. De bepalingen van dit besluit vervangen de bepalingen betreffende de voorwaarden van uitbetaling en voorlegging van de rekeningen waarvan sprake in de volgende besluiten :

1° de ministeriële besluiten van 15 december 1993 tot toekenning, voor 1993, van een subsidie aan de agentschappen voor sociale huisvesting van Charleroi, Luik, Namen en Moeskroen;

2° de ministeriële besluiten van 16 augustus 1994 tot toekenning, voor 1994, van een subsidie aan de agentschappen voor sociale huisvesting van La Louvière, Bergen, Seraing en Doornik;

3° de ministeriële besluiten van 30 november 1994 tot toekenning, voor 1994, van een subsidie aan de agentschappen voor sociale huisvesting van Charleroi, Luik, Namen en Moeskroen.

Art. 6. Voor de toepassing van artikel 9, § 2, van het besluit van de Regering mogen de maandelijkse gezinsinkomens niet hoger zijn dan 180 % van de maximale werkloosheidsuitkering. Dit bedrag wordt met 5 000 frank verhoogd per kind ten laste.

Art. 7. Om voor de subsidie in aanmerking te komen, moet de vereniging op al haar documenten de volgende gegevens achter haar naam vermelden :

"Agentschap voor sociale huisvesting, erkend door de Minister van Huisvesting van het Waalse Gewest."

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en heeft uitwerking met ingang van 1 december 1993.

Namen, 27 april 1995.

W. TAMINIAUX

(F. - 27452)

Bijlage bij het ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot oprichting van agentschappen voor sociale huisvesting.

AGENTSCHAP VOOR SOCIALE
HUISVESTING

HALFJAARLIJKS FINANCIIEEL VERSLAG
EN JAARLIJKS ACTIVITEITENVERSLAG

Te zenden aan :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE
Direction générale de l'Aménagement
du Territoire et du Logement
Division du Logement

Rue des Brigades d'Irlande, 1
5100 JAMBES

BENAMING VAN HET A.S.H.

ADRES :

.....
.....
.....

NAAM VAN DE CONTACTPERSOON :

.....
.....

TELEFOONNUMMER :

.....
.....

B. Maatregelen voor sociale begeleiding
(Praktische modaliteiten, frequentie, externe hulp aan het A.S.H.,...)

C. Activiteitsvolume en prospectie

1) Beschrijving en inleiding

2) Aantal woningen beheerd op 1 januari van het betrokken jaar

3) Aantal woningen beheerd op 1 januari van het jaar voorafgaande aan het jaar van het betrokken jaar

III. FINANCIËLE ASPECTEN

A) Gegevens omtrent de afgelopen periode.

1) Gecumuleerd saldo van de subsidies van de vorige jaren			..... ..... F.
2) Bedrag van de A.S.H.-subsidie		..... ..... F.	
3) Bedrag van de uitgaven voor personeelskosten	..... ..... F.		
4) Bedrag van de uitgaven voor beheerskosten	..... ..... F.		
5) Bedrag van de huurverliezen	..... ..... F.		
6) Bedrag van de huurschade	..... ..... F.		
7) Bedrag van de uitgevoerde werken	..... ..... F.		
8) Globaal bedrag van de op de toegekende subsidie vastgelegde uitgaven	Totaal : F.		
9) Saldo		Saldo : F.	
10) Globaal saldo		Globaal saldo: F.	

B) Bij dit verslag dienen de betalingsbewijzen van de bezoldigingen, de balans en de resultatenrekening van het jaar voorafgaande aan het betrokken jaar te worden gevoegd (alleen als het gaat om het eerste verslag dat tijdens het betrokken jaar is ingediend).

C) Globale financiële analyse m.b.t. de afgelopen periode.

Overzicht exploitatie	
Ontvangsten	Uitgaven
1) Subsidies F.	1) Wedden en sociale lasten F.
2) Huurinkomsten F.	2) Werken F.
3) Andere ontvangsten F.	3) Andere kosten F.
<hr/>	<hr/>
TOTAAL F.	TOTAAL F.

D) Op welke datum heeft het A.S.H. zijn laatste activiteiten- en financiële verslagen aan de gemeenteraad voorgelegd ?

Voor het A.S.H. van

.....
(naam van de ondertekenaar(s))

DATUM

HANDTEKENING

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 30 maart 1995 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot oprichting van agentschappen voor sociale huisvesting.

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX